

# HORS-SERIE I : LES DYNAMIQUES DU LANGAGE EN CONTEXTE DE CRISES

*Revue Crises et Société*

## Éditorial

Par Yves DAVO et Franck DUQUESNOIS

---

Pour citer cet article : Yves DAVO et Franck DUQUESNOIS, « Éditorial » [en ligne], *Revue Crises et Société*, HS-1 (2026), disponible sur : <https://www.crisesesociete.com>

---



# Éditorial

\*\*\*

Ce numéro Hors-Série de la revue *Crises & Société* s'inscrit dans le prolongement du séminaire pluridisciplinaire intitulé « Les dynamiques du langage en contexte de crises » organisé les 28 et 29 novembre 2024 à l'IUT de Bordeaux. Celui-ci constitue le premier volet d'un programme de recherche trisannuel consacré à l'analyse des crises contemporaines, envisagé à partir d'une pluralité de cadres théoriques, de terrains empiriques et de dynamiques spécifiques.

Placée sous le signe d'une pluridisciplinarité pleinement assumée, cette publication réunit les contributions d'enseignants-chercheurs issus de champs disciplinaires divers qui partagent un objectif scientifique commun : interroger la fonction du langage dans les situations de crise et en analyser sa portée performative. À travers l'étude des discours, des narrations et des dispositifs langagiers mobilisés face à l'exceptionnel, les articles réunis ici montrent que le langage ne se contente pas de décrire ou d'accompagner la crise, mais participe activement à sa construction, à sa gestion et à sa mise en sens, contribuant ainsi à reconfigurer les rapports sociaux, normatifs et symboliques qu'elle met à l'épreuve.

## I. Crisologie

Force est de constater que le sentiment de crise, à des degrés et des intensités variables, a caractérisé la genèse et l'évolution des sociétés modernes. « Nous sommes en crise » semble être devenu le leitmotiv d'une époque qui ne cesse de constater son incapacité à en sortir. Comme le rappelle Didier Fassin (2022), « au fil des ans, les crises semblent se multiplier : crise financière, crise sanitaire, crise environnementale, crise des exilés, crise du patriarcat, crise de la démocratie [...]. La crise deviendrait-elle la nouvelle normalité du monde contemporain ? ». La « nouvelle normalité » décrite ici produit un effet d'opacité sur ce que le mot « crise » recouvre. Le terme, aux significations variées et désignations multiples, semble souvent dénaturé, au gré des justifications des uns, des dénonciations des autres. Une telle « crisologie » – crise partout, crise nulle part – ne condamne-t-elle pas à l'inaction, comme l'annonçait déjà Edgar Morin (1976, 149) ? Le discours décliniste dont elle émane, qu'on retrouve par exemple dans la collapsologie contemporaine (Servigne, Stevens, 2015), n'est-il pas cyclique, comme le démontre entre autres la comparaison sur le temps long de l'Histoire (Charle, 2016) ?

Reinhart Koselleck (1959) contribua à donner au mot « crise » sa signification proprement moderne : une expérience du temps historique où les modèles anciens (la « tradition ») perdent leur légitimité politique, alors même que les modèles dictant les conduites à venir sont encore indéterminés. Comme le résume Paul Ricœur (1988), il y a crise lorsque « l'espace d'expérience se rétrécit par un déni général de toute tradition, de tout héritage, et que l'horizon d'attente tend à reculer dans un avenir toujours plus vague et plus indistinct, seulement peuplé d'utopies ou plutôt d'*uchronies* sans prise sur le cours effectif de l'histoire, alors la tension entre horizon d'attente et espace d'expérience devient rupture, schisme ». Empruntant aux

catégories koselleckiennes d'« espace d'expérience » et d'« horizon d'attente », Ricœur nous rappelle ici que toute crise suppose une rupture, un schisme dans l'expérience du temps : c'est une « zone intermédiaire », transitoire par nature, qui implique donc une temporalité de type « avant/pendant/après », difficilement conciliable avec un quelconque état de « permanence », aporie pointée par Myriam Revault d'Allonnes (2012) : « la crise est devenue permanente. Et une crise permanente est-elle encore une crise ? ».

Pour répondre à cette question, il s'agit de dépasser les principaux sens étymologiques grecs du terme (*krisis*), dans leurs acceptions médicale, militaire ou encore judiciaire, car, dans son usage moderne, le terme « crise » s'est diffracté en une infinité de domaines d'application, pour en venir à désigner toute situation « anormale » impliquant un conflit ou une difficulté. Si l'on suit Koselleck, c'est précisément cette dilution et la multiplicité de ces significations qui font d'elle un « concept fondamental » (*Grundbegriff*), que l'on doit se garder de définir, puisqu'il « combine donc à la fois la diversité des expériences historiques et une multiplicité de significations. Pour cette raison, les mots doivent être définis, tandis que les concepts doivent être interprétés » (Koselleck, p. XXII-XXIII). Ce n'est donc pas tant sa (re)définition mais bien plutôt l'interprétation que l'on fait de la crise qui va rendre sa force à la notion.

## II. Les langages de la Crise

Sidération, imprévisibilité du cours des choses, perte des habitudes et nouveauté des événements produisent tout à la fois des formes de vide sémantique et/ou des trop-pleins de synonymes souvent inopérants : trouble, événement, mouvement, bouleversement, paroxysme, révolte, marasme, etc. Chez ceux que la crise vient percuter de plein fouet, les mots manquent sous l'effet de la surprise. En période d'incertitude et de nouveauté radicale, les acteurs sont ainsi tantôt dépourvus de termes adéquats pour nommer ce qu'ils voient se dérouler, tantôt au contraire enclins à plaquer des termes habituels mais impropres, rabattant ainsi le connu sur l'inconnu. Aussi, analyser les discours autour de la crise revient en grande partie à analyser la crise elle-même : « Que signifie ce langage omniprésent de la crise ? Quelles sont ses implications en termes de représentation du monde ? [...] Au fond, il s'agit de ne pas prendre pour argent comptant le langage de la crise, mais de s'en servir pour éclairer ce qu'il désigne ». Comme l'écrit ici Janet Roitman, citée par Fassin (2022), « la crise est un point aveugle qui permet la production de connaissances » : elle n'est pas « une condition à observer », mais « une observation qui produit du sens ».

C'est cette « production de connaissances » qui est ici au cœur de cette publication, dans laquelle huit articles sont présentés avec un objectif commun, celui de montrer que le langage constitue l'un des vecteurs privilégiés pour appréhender la crise : il ne la reflète pas seulement, il la transforme voire même la reconfigure. La crise se donne à voir dans l'écart entre les mots disponibles et les événements vécus, car loin d'être une simple rupture ponctuelle, elle est un mode d'expérience moderne du temps, à la fois schisme et moteur de transformations collectives. En ce sens, étudier les « langages de la crise » revient à interroger la manière dont nos sociétés contemporaines se racontent à elles-mêmes leurs propres fragilités, et tentent, par le discours, de s'inventer un avenir.

En guise d'introduction à ce numéro Hors-Série, et dans un souci de cadrage théorique, **Franck Duquesnois et Rédouane Karar** nous rappellent que le terme *crise* est fréquemment mobilisé avec un usage allant de soi, au risque de reconduire une évidence descriptive et de naturaliser ce qu'il s'agirait précisément d'élucider. De même, les émotions ont la part belle dans ces descriptions des crises au détriment de l'investigation plus complexe des causes de ces crises et d'une création de connaissances. L'article se déploie en trois temps : une clarification conceptuelle de la crise, une discussion de ses effets sur la connaissance et l'action, puis une proposition d'un ensemble de pistes de recherche thématiques pour l'analyse des langages en contexte critique. En effet, les crises contemporaines (sanitaires, climatiques, humanitaires, géopolitiques) constituent des moments de rupture qui affectent profondément les pratiques langagières, les circulations discursives et les conditions d'accès au sens. Loin d'être de simples contextes exceptionnels, elles fonctionnent comme des révélateurs et accélérateurs de dynamiques linguistiques et communicationnelles préexistantes, tout en en produisant de nouvelles.

Dans l'article suivant, la juriste **Aude Rouyère** interroge « la narration de la crise dans le discours juridique », et démontre que le droit, loin de se borner à réguler, construit une véritable rhétorique de l'exception : le droit raconte la crise et, ce faisant, participe à sa légitimation. La narration de la crise dans le discours juridique constitue, selon la juriste, un ressort central de la manière dont le droit appréhende et gouverne l'extraordinaire. Face à la crise, le droit ne se contente pas de prescrire des mécanismes techniques de gestion ; il déploie un langage investi d'une puissance symbolique et normative, fondée sur l'autorité de l'énonciation juridique elle-même. Par un travail rhétorique spécifique, le discours juridique tend à dissoudre le phénomène de crise en le reconfigurant comme un simple événement, intégré à l'ordinaire des catégories juridiques. Ce processus de banalisation vise précisément à extraire la crise de sa condition d'exception radicale, afin de la rendre gouvernable sans rompre avec le socle de l'État de droit, lequel demeure la référence ultime pour affronter l'extraordinaire. En ce sens, la règle de droit peut être comprise comme un langage de fiction : elle n'acquiert le statut de puissance publique qu'à la condition d'être collectivement acceptée. Cette « narration du devoir-être » possède une force performative propre, en tant qu'elle fonctionne comme une prédiction autoréalisatrice, capable de produire la réalité qu'elle énonce et, ce faisant, de réinscrire la crise dans un horizon de normativité et de stabilité.

Un troisième article, autre contribution autour de l'histoire du Droit, est proposé ensuite par **Véronique Bertile**, à travers « les revendications en faveur des langues régionales ». Son article montre que ces revendications fonctionnent comme révélateurs de crises identitaires et politiques. Le droit français révèle en effet une tension structurelle entre une fiction juridique unificatrice et une réalité sociolinguistique plurielle. Depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539, l'État français érige la langue française en vecteur exclusif de l'autorité publique et de l'unité nationale. Cette affirmation relève toutefois d'une construction normative largement fictive, dans la mesure où la France n'a jamais cessé d'être un espace profondément multilingue. La révision constitutionnelle de 2008, reconnaissant que les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France, marque une inflexion symbolique du discours juridique, sans pour autant dissiper les ambiguïtés normatives qui l'entourent. Loin de clore le débat, cette reconnaissance patrimoniale s'inscrit dans une histoire longue de frictions, de crispations et parfois d'affrontements, où les revendications linguistiques mettent régulièrement le droit français en situation de crise. Ces tensions récurrentes révèlent les limites d'un modèle juridique fondé sur l'unité linguistique, confronté à des demandes de reconnaissance qui interrogent en profondeur les catégories traditionnelles de l'État et de sa souveraineté.

Le quatrième article, proposé par **Emmanuelle Sauvage**, nous invite au décentrement en nous faisant voyager en Chine. Il nous propose « une exploration anthropologico-linguistique entre Orient et Occident ». A partir d'une expérience personnelle, l'auteur souligne la dimension linguistique et culturelle de la crise à travers le prisme du mandarin (en tant que langue), montrant combien les structures lexicales façonnent des représentations sociétales spécifiques. En effet, le terme couramment mobilisé pour désigner la crise est composé de deux idéogrammes renvoyant respectivement au danger et à l'opportunité, conférant à la notion une dimension dynamique et processuelle qui excède largement le sème négatif dominant dans les langues européennes. La crise y apparaît ainsi comme un moment porteur d'énergie, susceptible d'ouvrir un espace de transformation plutôt que d'appeler une résolution immédiate. Dans cette perspective, il ne s'agit pas tant de « résoudre » la crise que d'en compenser les déséquilibres, afin de restaurer une stabilité menacée. Cette conception s'inscrit dans une représentation du monde où la crainte fondamentale n'est pas l'événement critique en lui-même, mais la rupture durable de l'harmonie. Dès lors, en langue chinoise, la crise n'est pas perçue comme une anomalie à éliminer, mais comme une étape nécessaire, voire féconde, dans un processus continu de rééquilibrage et de renforcement de l'harmonie sociale et cosmique.

La cinquième contribution, proposée par **Yves Davo**, déplace le regard sur les crises vers les langages de la fiction, à travers quelques exemples issus de la littérature américaine. Selon l'auteur, la fiction consiste à « mettre en récit » une matière première fondamentale : la Crise. Elle opère cette mise en forme narrative à travers des fables, des contes ou des paraboles, mais aussi par le recours à des images, des métaphores et des analogies. L'objectif de la fiction n'est donc pas tant d'expliquer le réel de la Crise, encore moins d'asséner des vérités univoques, mais plutôt de mettre des mots sur les maux par le détour de l'imagination. En ce sens, la fiction ouvre de nouvelles dynamiques de représentation, en mobilisant une pluralité de genres et de langages, avec un genre choisi en particulier par l'auteur : le genre dit « spéculatif ». Dans cette catégorie spécifiquement nord-américaine, désignée sous le terme de *speculative fiction*, deux grands axes structurants sont analysés : d'une part, la fiction utopique, et d'autre part, son versant négatif, la fiction dystopique, car toutes deux fonctionnent comme laboratoires des imaginaires permettant d'explorer la Crise dans ses dimensions les plus radicales.

Dans une sixième contribution, **Françoise Lafaye** nous propose une analyse anthropologique d'un « silence nucléaire », révélant qu'en matière de risque technologique, l'absence de langage constitue en soi une forme de discours. Autour des sites nucléaires de production d'électricité, elle propose un retour sur un constat partagé : les populations vivant à proximité des centres de production d'électricité nucléaire ou de retraitement ne s'expriment pas sur le nucléaire, et moins encore sur ses « dangers ». Parler alors de mémoire future des sites devient une gageure, puisqu'il s'agira de ne se souvenir de rien. S'il n'existe pas de discours spontanés sur les dangers du nucléaire par les populations vivant à proximité des sites, au plus près, c'est-à-dire dans un village d'implantation, alors comment nommer cette absence ? Quelle est la nature de cette absence ? À son tour, l'ethnologue a un problème de désignation. Est-ce un « silence », une « absence de discours », un « rien », un « non-dit », un « implicite », une « autocensure » ? Dépourvus de termes adéquats pour décrire le phénomène initialement étudié, l'ethnologue aura donc comme alternative, l'interprétation ou la reformulation de la question posée.

Le septième article proposé par **Pascal Marchand** tente de cerner en quoi les *Gilets Jaunes* s'inscrivent dans une forme particulière d'action collective, repérable dans des modes discursifs. Il tente de dépasser les caractérisations de causes, d'attitudes (pro/anti) ou de comportements (manifestations, occupations, violences...) pour proposer une nouvelle typologie sur la base des discours des manifestants ainsi que des discours qui circulaient sur le mouvement des *Gilets Jaunes*. Il décrit une typologie communicationnelle des mouvements sociaux et propose ainsi quatre types : le réactant, le résistant, le réactionnaire et le révolutionnaire. Enfin, Pascal Marchand questionne les répercussions associées à cette typologie de mouvements sociaux, non seulement pour leur représentation dans les médias, par l'opinion et par les politiques, mais également pour questionner la nature et l'intensité de la réponse politique qui peut être mise en œuvre.

Dans un huitième et dernier article qui contribue à clôturer ce numéro pluridisciplinaire, et à annoncer le prochain Hors-Série, l'anthropologue **Dominique Desjeux** replace la crise dans une perspective historique en revenant sur ses propres recherches au long cours. Il fait appel à ses expériences des crises et analyse la manière dont les contraintes et ruptures organisent les changements collectifs. Il choisit de décrire des pratiques d'acteurs, dans des espaces spécifiques, avec des objets pour en faire ressortir les logiques sociales. Selon Dominique Desjeux, le principe des échelles d'observation est que ce que l'on observe à une échelle disparaît quand on change d'échelle. Par chance, les phénomènes de crise peuvent s'observer à différentes échelles du macrosocial au microindividuel, ce qui n'est pas le cas de tous les phénomènes sociaux. Il cherche ainsi à reconstituer les logiques souterraines qui participent à la formation des crises, qu'elles soient matérielles, sociales ou symboliques, dans l'histoire. Selon lui, les crises sont la résultante de conflictualités qui émergent comme des volcans aux éruptions imprévisibles. Ce sont ces éruptions qui obligent les sociétés à évoluer et à changer. Enfin, Dominique Desjeux décrit le travail de fond déployé par l'administration Trump dans le cadre ce qu'il appelle un coup d'État, ce dernier étant simplifié par le contrôle des outils numériques. Dans ce sens, sa contribution nous invite à penser les dynamiques des identités en contexte de crises, objet du prochain Hors-Série.

En somme, ce premier Hors-Série permet d'affiner et, pour une large part, de confirmer les hypothèses théoriques formulées lors du Séminaire de Recherche, en faisant dialoguer cadres conceptuels et terrains d'enquête. Toutes les contributions montrent que la crise ne saurait être appréhendée comme un simple événement factuel ou comme une rupture objectivable indépendamment de ses modes d'énonciation. Elle se constitue, au contraire, dans et par les médiations symboliques qui la rendent perceptible, partageable et interprétable.

En premier lieu, la centralité du langage s'impose comme un constat transversal. La crise n'existe jamais à l'état brut : elle est toujours déjà prise dans des opérations discursives qui la nomment, la qualifient, la hiérarchisent et, ce faisant, en organisent l'expérience collective. Qu'elle soit « dite », « tue » ou « racontée », elle se déploie à travers des récits, des catégorisations et des métaphores qui en orientent la compréhension et les réponses qu'on lui apporte. Le langage ne se contente donc pas de refléter la crise ; il en constitue l'une des conditions de possibilité, en façonnant les régimes de visibilité, d'intelligibilité et d'action qui lui sont associés. Cette perspective invite à considérer toute situation critique comme un phénomène intrinsèquement médiatisé, dont l'analyse suppose une attention fine aux formes, aux genres et aux stratégies discursives mobilisés.

En second lieu, les travaux publiés dans ce Hors-Série soulignent tous l'ambivalence constitutive des discours de crise. Si le langage peut favoriser la mise en sens, la coordination des acteurs et la reconstruction de liens sociaux, il peut tout autant participer à des dynamiques

d’occultation, de fragmentation ou de manipulation. Les dispositifs narratifs, juridiques, médiatiques ou institutionnels peuvent ainsi contribuer à clarifier des responsabilités comme à les diluer, à ouvrir des espaces de débat comme à les refermer. Cette tension rappelle que les discours ne sont jamais neutres : ils sont traversés par des rapports de pouvoir, des intérêts et des affects qui conditionnent leurs effets sociaux. Étudier la crise par le prisme du langage revient dès lors à interroger simultanément ses potentialités émancipatrices et ses usages stratégiques, voire instrumentalisés.

Enfin, ce numéro met en évidence la nécessité d’une pluridisciplinarité effective, entendue non comme juxtaposition de regards mais comme véritable confrontation méthodologique et conceptuelle. Les apports croisés du droit, de l’anthropologie, de la littérature, de la gestion, du journalisme ou de la médecine ont permis de déplacer les évidences disciplinaires et de complexifier l’objet « crise ». Chacune de ces perspectives révèle des dimensions spécifiques — normatives, culturelles, narratives, organisationnelles, médiatiques ou cliniques — qui, prises isolément, demeureraient partielles. Leur articulation a ainsi favorisé l’émergence d’un cadre d’analyse plus englobant, capable de saisir la crise comme un phénomène à la fois social, symbolique et pratique. Cette dynamique collaborative apparaît moins comme un choix méthodologique que comme une exigence épistémologique.

En définitive, ce premier temps de travail collectif confirme la pertinence d’une approche qui envisage la crise non comme un objet donné, mais comme une construction discursive et relationnelle, dont l’intelligibilité dépend des cadres langagiers et disciplinaires mobilisés. Il ouvre ainsi des pistes de recherche appelées à être approfondies lors de rencontres et publications ultérieures, afin de poursuivre ce dialogue interdisciplinaire et de consolider une analyse critique des dynamiques contemporaines en contexte de crises.

Le comité éditorial tient *in fine* à remercier tout particulièrement le dessinateur de presse *Soulcié* (Thibaut Soulcié), pour les quatre dessins originaux qui accompagnent et illustrent cette publication de manière humoristique et toujours très à propos !

## Sommaire

1. DUQUESNOIS Franck, KARAR Rédouane, “Perspectives de recherche en dynamiques du langage en contexte de crises”
2. ROUYERE Aude, “La narration de la crise dans le discours juridique : une dynamique à double détente”
3. BERTILE Véronique, “Les revendications en faveur des langues régionales, révélatrices de crises ?”
4. SAUVAGE Emmanuelle, “Les mots de la crise : une exploration anthropologico-linguistique entre Orient et Occident”
5. DAVO Yves, “Les Langages de la fiction américaine pour dire les crises, entre utopies et dystopies”
6. LAFAYE Françoise, “Penser l’oubli à l’aune d’un silence ou d’une absence de discours. L’exemple des populations vivant dans un village nucléarisé”
7. MARCHAND Pascal, “Qui s’assemble se ressemble ? Vers une typologie communicationnelle des mouvements sociaux”
8. DESJEUX Dominique, “Comment le jeu des crises et des contraintes organise les pratiques de changements collectifs dans l’histoire et aujourd’hui avec l’arrivée de Donald Trump”